



A quoi joue le gouvernement ?

Bercy a prélevé 20% sur la quatrième - et en principe dernière - tranche de la subvention d'État versée aux universités (soit 200 millions d'euros) pour en différer le versement. Dans le contexte de politique d'austérité actuelle, ces 200 millions sont l'objet de discussions au motif de nouvelles économies dans l'exécution budgétaire de l'Etat. L'annonce par la CPU de possibles situations de non versement des salaires en décembre est de nature à susciter des peurs chez les personnels des universités. Ces inquiétudes sont légitimes : certains pays d'Europe ont réduit très substantiellement les salaires des personnels de la fonction publique d'une part, et d'autre part le malaise est réel chez les personnels des universités et des organismes, en proie à des restructurations auxquelles ils n'adhèrent pas, soumis à des conditions de travail qui se dégradent de jour en jour.

Il convient toutefois de s'interroger sur les intentions réelles qui sous-tendent ces annonces. Ne s'agit il pas d'agiter le chiffon rouge du non paiement des salaires pour faire passer la dragée amère d'une amputation réelle mais moins visible de 200 millions du budget des établissements de l'enseignement supérieur et de la recherche (ESR) ? Le soulagement qui résulterait du paiement final des salaires permettrait de détourner l'attention loin des restrictions portant sur les autres crédits.

Le SNASUB-FSU, le SNCS-FSU et le SNESUP-FSU tiennent cependant à affirmer solennellement qu'agiter un tel chiffon rouge n'est pas raisonnable et ne permet pas d'affronter les causes réelles des difficultés budgétaires que connaissent les établissements. Ils mettent en garde contre toute instrumentalisation des inquiétudes légitimes des personnels et des difficultés dans lesquelles la politique du gouvernement les conduit, notamment en terme de pouvoir d'achat.

D'aucuns seraient mieux inspirés de réfléchir aux méfaits de l'autonomie des universités et du passage aux responsabilités et compétences élargies...

Nous dénonçons depuis plusieurs années la dérive qui conduit l'ESR dans une situation dramatique. La communication gouvernementale sur le budget de l'ESR « sanctuarisé », l'évolution « favorable » de la situation financière des universités, les 1000 postes annuels « créés », les départs à la retraite dans les organismes « intégralement » remplacés ne résistent pas à la réalité des faits qui nous remontent des universités et des organismes. En fait, c'est un milliard de plus par an qu'il faudrait pour le budget de l'ESR, du moins si on se fixe l'objectif de rattraper en 10 ans notre retard sur les dix pays de tête de l'OCDE.

Le rassemblement du 17 octobre a montré que la prise de conscience grandit chez les personnels et les étudiants. D'autres actions d'ampleur se préparent pour les prochaines semaines.

SNASUB-FSU, SNCS-FSU, SNESUP-FSU

Paris, le 5 novembre 2014